

## [Text]

the American and Canadian industrial economies is much, much greater, and so the system starts to benefit from that integration. My sense is that this is how we should be going.

## [Translation]

Mexique sera en mesure de prospérer et de croître, plus les effets s'en feront sentir sur les économies industrielles américaines et canadiennes; le système tout entier profitera de l'intégration. Je pense en ce qui nous concerne que c'est l'approche qu'il faut envisager.

**The Chairman:** Thank you.

**Mr. Butland:** I welcome Mr. Thibault.

The Free Trade Agreement which your groups pushed for was one indication that social programs were not on the table. Fairly quickly after the agreement was signed, there was an indication by you that social programs are too expensive and we should begin to cut to be competitive. Do you still stand by that? And if we proceed with a Canadian-American-Mexican agreement, how do you think that will benefit Canadians and Mexicans as far as standard of living is concerned?

**Mr. Thibault:** The standard of living fundamentally rests on economic growth and productivity. That is where it comes from. That is what funds anything, social programs, or infrastructure, or wages, or anything else. I would come at it from a much more positive point of view. I would come at it from what I think many countries are doing now in saying: what are the conditions and instruments we can create for ourselves that will allow greater growth and productivity which will sustain the standard of living to which we all aspire?

The manufacturing community, I think, concluded this in the early 1980s, when we went through the wringer in 1981-82. I can remember very clearly within a 14-month period manufacturers had to lay off 300,000 people. I think at that point in time the message was driven home quite clearly that competitiveness was critical, that the economy was becoming increasingly global, and that we really had to try to upgrade our capacity to compete as Canadian manufacturers. That has been happening at a very rapid rate in the 1980s.

They see the Free Trade Agreement with the United States, and by extension with Mexico, not as part of the problem; in fact it is part of the solution, because if you are going to be competitive, keep the jobs here, do the investment and the R and D and the capital and everything else, you need to be able to see enough of a market growth to get the cashflow to sustain all that.

The problem with Canadian manufacturing in the past was that to the extent that it was operating behind a tariff barrier within a small domestic market we just could not get to that point. Now that we are creating more trading opportunities, more secure, more open access to bigger markets, the options for growth, for better productivity, for income generation, wealth generation, are much greater, and that is really the answer to trying to achieve what we want to achieve as a country. Manufacturers, I think, see Mexico obviously as a competitor, but you know they are there now. There is nothing preventing Mexican products basically from coming into Canada now. The tariff levels are relatively insignificant.

**Le président:** Merci.

**M. Butland:** Je souhaite la bienvenue à M. Thibault.

L'Accord de libre-échange, que vos groupes ont appuyé, était une indication que les programmes sociaux n'étaient pas négociables. Assez rapidement après la signature de l'entente, vous avez cependant fait savoir que les programmes sociaux devenaient trop coûteux et devaient être réduits progressivement pour que vous puissiez être concurrentiels. Êtes-vous toujours de cet avis? Et si l'Accord Canada-États-Unis-Mexique va de l'avant, de quelle façon peut-il améliorer le niveau de vie des Canadiens et des Mexicains?

**M. Thibault:** Le niveau de vie des citoyens dépend essentiellement de la croissance économique et de la productivité du pays. C'est de là que viennent les fonds nécessaires pour tout le reste, les programmes sociaux, les infrastructures, les salaires et ainsi de suite. J'aborde donc la question sur un plan plus positif. Je fais comme beaucoup de pays maintenant qui se posent la question suivante: quels sont les conditions ou les instruments qui me permettent d'en arriver à une plus grande croissance et à une plus grande productivité pour soutenir le niveau de vie auquel j'aspire?

Les entreprises manufacturières ont compris le sens de cette question au début des années 1980, lors de la crise de 1981-1982. Je me souviens très bien que sur une période de 14 mois les entreprises manufacturières ont dû procéder à 300,000 mises à pied. Tout le monde a alors compris que la concurrence était très importante, que l'économie devenait de plus en plus mondiale et que le Canada devait améliorer sa capacité pour permettre à ses entreprises manufacturières de faire concurrence. Les événements se sont déroulés très rapidement au cours des années 1980.

Les entreprises manufacturières voient dans l'Accord de libre-échange avec les États-Unis, et par extension l'Accord avec le Mexique, non pas une partie du problème, mais une partie de la solution, parce que si nous voulons être concurrentiels, garder nos emplois ici, soutenir les investissements comme la recherche et le développement ainsi que le capital et tout le reste, nous devons pouvoir compter sur une croissance suffisante du marché pour garantir les apports de fonds nécessaires.

Le problème des entreprises manufacturières canadiennes dans le passé était qu'elles fonctionnaient derrière des barrières tarifaires et à l'intérieur d'un petit marché national et qu'elles ne pouvaient aller plus loin. Maintenant que nous ouvrons les portes au commerce, que notre accès aux plus gros marchés est mieux garanti, nos possibilités de croissance, de productivité, de création de revenus et de richesses sont beaucoup plus intéressantes, et c'est selon nous la réponse pour en arriver à réaliser les aspirations de notre pays. Les entreprises manufacturières savent bien que le Mexique est déjà un concurrent. Il n'y a rien qui empêche les produits mexicains d'entrer au Canada actuellement. Les tarifs imposables ont relativement très peu d'effet.